



ACCORD
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI
ET
LE GOUVERNEMENT DE L'ETAT DU QATAR
CONCERNANT LA PROMOTION ET LA
PROTECTION RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS



Le Gouvernement de la République du Mali
et le Gouvernement de l'Etat du Qatar,
ci-après dénommés les « Parties Contractantes »

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats, particulièrement dans le domaine de l'investissement d'une Partie sur le territoire de l'autre Partie,

Reconnaissant que la promotion et la protection de ces investissements stimuleront le flux de capitaux et de technologie entre les deux pays dans l'intérêt du développement économique,

Convenant qu'un traitement juste et équitable des investissements est souhaitable pour maintenir un cadre stable pour l'investissement et l'utilisation effective maximum des ressources économiques,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1: Définition

Aux fins du présent Accord et à moins qu'il n'en soit indiqué autrement, les mots et termes suivants auront les significations correspondantes:

- 1. Le terme "investisseurs" signifie :**
- a. Des personnes physiques, ayant le statut de ressortissant de l'une des Parties Contractantes conformément à ses lois applicables:
 - b. Les gouvernements, les organismes gouvernementaux, sociétés, firmes, ou associations, constituées ou créées conformément à la loi en vigueur de l'une ou l'autre des Parties Contractantes et ayant leurs sièges sur le territoire de cette Partie Contractante.



2. (a) Le terme "investissement" signifie toutes sortes d'actifs et en particulier, n'étant pas limités à ce qui suit:

- I. Les actions ou toute autre forme de participation aux sociétés ;
- II. Les bénéfices réinvestis, les droits à l'argent ou autres droits ayant une valeur financière se rapportant à l'investissement ;
- III. Les biens mobiliers et immobiliers ainsi que tout autre droit comme les hypothèques, les gages, et tout autre droit similaire tel que défini conformément aux lois et règlements de la Partie sur le territoire de laquelle le bien est situé ;
- IV. Les droits de propriétés industrielle et intellectuelle, les licences, modèles industriels, marques de fabrique, bonne foi, savoir-faire et tout autre droit similaire ;
- V. Les concessions d'entreprise conférées par la loi ou aux termes d'un contrat, y compris les concessions relatives aux ressources naturelles.

(b) Lesdits termes se réfèrent à tous les investissements faits conformément aux lois et règlements sur le territoire ou dans la zone maritime de la Partie Contractante où les investissements sont faits. La zone maritime signifie les eaux territoriales et la zone adjacente qui s'étend au-delà des eaux territoriales des deux Parties pour des buts de prospection, un droit d'exploitation et de préservation des ressources naturelles. Le terme "investissement" couvre les investissements faits sur le territoire de cette Partie avant et après l'entrée en vigueur du présent Accord.

3. Le terme "bénéfice" signifie les sommes générées par un investissement et comprend en particulier, et non exclusivement, le bénéfice, l'intérêt et les dividendes. Les bénéfices réinvestis jouiront de la même protection que tout investissement.



Article 2 : Promotion et protection des investissements

1. Chaque Partie Contractante autorisera l'autre à investir sur son territoire, dans sa zone maritime et à pratiquer dans le cadre de ses lois et règlements en vigueur, les activités afférentes sur une base non moins favorable que celle accordée, dans des situations similaires, aux investissements de ses investisseurs dans des zones qui ne sont pas exclusives à eux ou aux investisseurs de l'Etat le plus favorisé, dans le cadre de ses lois et règlements en vigueur.
2. Chaque Partie Contractante accordera un traitement juste et équitable conformément au principe du Droit International, aux investissements faits par les investisseurs de l'autre Partie Contractante sur son territoire ou dans sa zone maritime, et assurera que l'exercice du droit ainsi reconnu ne souffrira d'aucune entrave.
3. Sous réserve des lois et règlements des Parties quant à l'entrée, le séjour et l'emploi des étrangers :
 - a. Les ressortissants de chaque Partie Contractante seront autorisés à entrer, à rester sur le territoire de l'autre Partie Contractante et sa zone maritime en vue d'établir, développer, gérer ou conseiller les opérations de l'investissement dans lesquelles ces ressortissants, ou investissements ont contribué avec leurs capitaux ou autres ressources ;
 - b. Les compagnies légalement créées conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans l'une des Parties Contractante et qui constituent des investissements réalisés par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, sont autorisées à engager un personnel d'encadrement technique de leur choix sans tenir compte de la nationalité.
4. Les dispositions stipulées dans les paragraphes précédents n'auront aucun effet sur les privilèges accordés par chaque Partie



Contractante aux investisseurs ~~et~~ Etat partie tiers à cause de sa participation dans l'un des Accords suivants :

- c. Accords relatifs à toutes les unions douanières existantes ou futures, zones de libre échange, organisations économiques régionales ou accords internationaux similaires ;
- b. Accords relatifs entièrement ou principalement à la taxation.

Article 3 : Expropriation et compensation

1. Les investissements ne feront pas l'objet, directement ou indirectement, d'un acte d'expropriation ou de nationalisation ou d'autres procédures d'effet similaire à moins que ce ne soit pour l'intérêt public et sans discrimination contre la compensation adéquate et immédiate payée conformément aux procédures juridiques et principes généraux du type de traitement stipulé au paragraphe 2 du présent article.
2. Ladite compensation sera équivalente à la valeur économique réelle de l'investissement exproprié au moment de son expropriation ou sa déclaration et sera estimé conformément à la situation économique prévalant avant toute menace d'expropriation. La compensation due sera payée sans délai et jouira d'un transfert libre et produira intérêt jusqu'à la date de son paiement, calculé conformément aux taux d'intérêt prévalant dans l'inter-banking du marché financier de Londres (LIBOR).
3. Dans le cas où les investissements d'une Partie Contractante subissent des pertes sur le territoire de l'autre Partie ou dans ses zones maritimes, suite à la guerre ou autres conflits armés, émeutes civiles ou tout autre événement similaire, cette Partie offrira aux investisseurs de l'autre Partie un traitement non-inférieur à celui offert aux investisseurs des zones qui ne leur sont pas exclusives ou des investisseurs de l'Etat le plus favorisé conformément aux procédures qu'elle adopte en rapport avec les pertes subies par ces investissements.



Article 4 : Rapatriement et transfert

1. Chaque Partie Contractante autorisera l'autre Partie Contractante à faire tous les transferts relatifs à ses investissements de façon libre et sans délai irraisonnable dans et hors de son territoire. Ces transferts comprennent :
 - a. Les bénéfices ;
 - b. Les produits de la vente ou de la liquidation de tout ou partie de l'investissement;
 - c. La compensation conformément à l'article 3 du présent Accord;
 - d. Les remboursements du principal et intérêts des prêts en rapports avec les investissements;
 - e. Les salaires, traitements et autres rémunérations reçus par les ressortissants d'une Partie Contractante contre leurs services pour un investissement autorisé sur le territoire de l'autre Partie ou sa zone maritime.
 - f. Les paiements découlant d'un différend sur l'investissement.

2. Les transferts seront faits dans la monnaie convertible dans laquelle l'investissement a été fait ou dans toute autre monnaie convertible avec l'accord de l'investisseur et aux taux d'échange en vigueur à la date du transfert.

Article 5 : "Subrogation"

1. Si l'investissement d'un investisseur d'une Partie Contractante est assuré contre les risques non-commerciaux dans le cadre d'un système spécial, toute subrogation de l'assureur qui découle des termes de l'Accord d'assurance sera reconnue par l'autre Partie Contractante.

5)

71



2. L'assureur n'aura pas le droit d'exercer des droits autres que les droits auxquels l'investisseur aurait eu le droit d'exercer.

Article 6 : Dérogation

Le présent Accord ne dérogera pas :

- a. Des lois et règlements, pratiques ou procédures ou actes administratifs ou décisions juridiques d'une Partie Contractante;
- b. Des obligations juridiques internationales, ou
- c. Des obligations assumées par chaque Partie Contractante, y compris celles contenues dans un Accord d'investissement ou une autorisation d'investissement quels que soient ceux qui reçoivent l'autorisation de faire des investissements ou de mener des activités associées à un traitement plus favorable que celui offert par cet Accord dans des situations similaires.

Article 7 : Mesure préventive

1. Le présent Accord n'empêchera pas l'application par chaque Partie Contractante, des mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public et des mœurs, la satisfaction de ses obligations dans le cadre du maintien de la restauration de la paix et de la sécurité nationale, ou la protection de ses propres intérêts essentiels en matière de sécurité.
2. Le présent Accord n'empêchera aucune Partie d'adopter des procédures spéciales relatives à l'établissement des investissements, pourvu que ces procédures ne violent aucun des droits fondamentaux stipulés dans cet Accord.



Article 8 : Fiscalité

En observant sa légalisation fiscale, chaque Partie Contractante devrait s'efforcer d'accorder un traitement fiscal juste et équitable aux investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante.

Article 9 : Règlement des différends entre une Partie et les investisseurs de l'autre Partie

1. Tout différend découlant directement d'un investissement entre une Partie Contractante et les investisseurs de l'autre Partie Contractante sera réglé à l'amiable.
2. Si une solution n'est pas trouvée au bout de six mois, à partir de la date à laquelle le problème a été soulevé par l'une des Parties, il peut être réglé, après une requête soumise par l'une des Parties en conflit, au tribunal compétent sur le territoire ou la zone maritime duquel l'investissement est fait.
3. Si le différend est fondé sur le montant de la compensation stipulée dans le paragraphe 2 article 3 ci-dessus et n'a pas trouvé un règlement à l'amiable au bout d'une période de six mois à partir de la date à laquelle il a été soulevé par l'une des Parties en conflit, chaque Partie aura le droit de soumettre ledit différend à un tribunal arbitral qui doit être formé pour chaque cas spécifique de trois membres désignés comme suit:

Dans les deux mois après la date de dépôt de la demande d'arbitrage, chaque Partie désignera un membre au tribunal.

Dans les deux mois qui suivent leur désignation, les deux Parties nommeront un troisième membre qui devra agir comme Président du tribunal, à condition que ledit Président soit un ressortissant d'un pays tiers qui a des relations diplomatiques avec les deux Parties. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas, dans le cas où l'investisseur choisit de recourir au tribunal compétent mentionné au paragraphe 2 du présent article.



Si ladite désignation n'a pas pu être faite dans les périodes spécifiques de la section précitée, chaque Partie en conflit peut inviter le Secrétaire Général du Centre International pour le Règlement des différends relatifs aux Investissements (CIRDI) à procéder aux désignations requises.

Le Tribunal prendra ses décisions à la majorité des voix et ses décisions seront finales et juridiquement obligatoires pour les Parties Contractantes. Chaque Partie prendra en charge le coût de son arbitre au tribunal et les frais de sa représentation dans les procédures arbitrales. Les deux Parties en conflit se partageront équitablement, les montants devant être payés au Président du tribunal et les autres dépenses, à moins que le Tribunal en décide autrement. Le tribunal dans le cadre de ses procédures, appliquera les principes d'arbitrage d'« UNCITRAL » et appliquera également, par rapport à la question du différend, les lois du pays contractant sur le territoire ou la zone maritime duquel l'investissement a été fait. Le lieu de l'arbitrage sera le siège du Tribunal d'Arbitrage Permanent à La Haye (Pays Bas).

Article 10 : Règlement des différends entre les Parties

1. Les deux Parties Contractantes s'efforceront, avec bonne foi et dans la coopération mutuelle, de parvenir à un règlement rapide et juste de tout différend né entre elles sur l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du présent Accord. A cet effet, les deux Parties conviennent, par la présente, de parvenir à ce règlement à travers des négociations objectives directes. Si le différend n'a pas pu être réglé au bout de six mois à partir de la date à laquelle le problème a été soulevé par une Partie Contractante, il pourra être soumis par la requête de l'une des Parties Contractantes, à un tribunal arbitral composé de trois membres.
2. Dans une période de deux mois suivant la date de réception de la dite requête, chaque Partie Contractante désignera un arbitre et les deux arbitres désignés nommeront le troisième qui doit être



ressortissant d'un pays tiers et qui sera le Président du tribunal. Si l'une des Parties Contractantes n'arrive pas à nommer son arbitre au bout de la période spécifique, l'autre Partie Contractante pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de designer un arbitre.

3. Si les deux arbitres n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le choix du Président au bout de deux mois à partir de leur nomination, le Président sera désigné sur requête de l'une ou l'autre des Parties Contractantes par le Président de la Cour Internationale de Justice.
4. Si le Président de la Cour Internationale de Justice est empêché pour exécuter sa fonction stipulée dans les deux paragraphes précédents (2 et 3) du présent article, ou si le Président de la Cour Internationale de Justice est un ressortissant de l'une des Parties Contractantes, la décision de nomination sera prise par le vice-président de la Cour Internationale de Justice. Si cependant, le vice-président est empêché pour exécuter ladite fonction ou s'il est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, alors, la décision de nomination sera prise par un membre qui suit immédiatement le vice-président selon l'ordre de préséance, à condition qu'il ne soit pas un ressortissant de l'une des Parties Contractantes.
5. Le tribunal prendra ses décisions par une majorité des voix. Ses décisions seront finales et obligatoires pour les Parties Contractantes.

Le Tribunal, dans ses procédures appliquera les principes de l'UNCITRAL et, par rapport au fond du différend, il appliquera les règles de cet Accord et les règles du Droit International chaque fois que de besoin. Le lieu d'arbitrage est La Haye (Pays-Bas) ou Stockholm (Suède).

6. Toutes les revendications à soumettre et toutes les séances d'audition devant être achevées au bout de huit mois à partir de la date de



nomination du troisième arbitre à moins qu'une autre décision soit prise à cet effet. Le tribunal publiera sa décision dans deux mois à partir de la date de soumission des dernières réclamations ou de la date de clôture des sessions générales.

7. Les deux Parties partageront équitablement tous les coûts du président, des deux arbitres et les coûts des autres procédures. Cependant, le tribunal peut décider de faire payer par les Parties un pourcentage plus élevé des coûts.
8. Il n'est pas permis de soumettre un différend à un tribunal arbitral conformément aux règles du présent article si le même différend a été déjà soumis à un autre tribunal arbitral aux termes des règles de l'article 9 ci-dessus et qui fait toujours l'objet d'audition au niveau de ce tribunal. Cependant, ceci n'affectera pas le commencement des négociations directes et constructives entre les Parties Contractantes.

Article 11 : Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés par la voie diplomatique. Il restera en vigueur pour une période de dix ans et continuera à être valable à moins qu'il ne soit résilié conformément au paragraphe 2 du présent article. Il s'appliquera aux investissements existants au moment de l'entrée en vigueur ainsi qu'aux investissements faits ou acquis par la suite.
2. Chaque Partie Contractante peut, en remettant à l'autre Partie Contractante, une notification écrite d'un an, résilier le présent Accord à la fin de la période initiale de dix ans ou à tout moment après.
3. Le présent Accord peut être amendé par un accord écrit entre les deux Parties. Tout amendement entrera en vigueur lorsque chaque Partie aura notifié à l'autre qu'elle a rempli toutes les conditions pour l'entrée en vigueur de cet amendement.



4. A la résiliation de cet Accord, tout investissement fait avant la date de cette résiliation est régi par les règles du présent Accord bénéficiera de la protection établie aux termes de ces règles pour une période de dix ans à partir de la date de résiliation.

Fait à Bamako le 18 mai 2002

en deux exemplaires originaux en français et en arabe, tous les deux textes faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI**

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE L'ETAT DU QATAR**

A handwritten signature in black ink, appearing as a series of connected loops and a short horizontal stroke at the end.



اتفاقية

بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات بين

حكومة جمهورية مالي

وحكومة دولة قطر

إن حكومة جمهورية مالي ،

وحكومة دولة قطر ،

المشار إليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين ،

رغبة منهما في زيادة تشجيع التعاون الاقتصادي بينهما وخاصة في مجال
الاستثمار من قبل مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد
الآخر،

وإيماناً منهما بتشجيع وحماية الاستثمارات سيؤدي إلى تشجيع تدفق
رأس المال والتقنية بين الدولتين لصالح التنمية الاقتصادية،

وتقديرأ منهما أنه من المرغوب فيه أن تعامل الاستثمارات معاملة منصفة
وعادلة لأجل الحفاظ على إطار مستقر للاستثمار والاستخدام الأمثل للموارد
الاقتصادية،

قد اتفقتا على ما يلي :-



-٢-

مادة (١)

تعريف

في تطبيق أحكام هذه الاتفاقية ، تكون للكلمات والعبارات التالية المعاني المبينة قرين كل منها ما لم يقتضي السياق معنى آخر :-

١- المستثمر :

- أ- الأشخاص الطبيعيون الذين يعدون وفقاً لمراكزهم القانونية مواطنين لأي من الطرفين المتعاقدين طبقاً للقانون الساري فيهما.
- ب- الحكومات والمؤسسات العامة والهيئات العامة والشركات والمنشآت وجمعيات رجال الأعمال المؤسسة أو المنشأة وفقاً للقانون الساري لدى أي من الطرفين المتعاقدين والتي يقع مركزها الرئيسي في إقليم ذلك الطرف المتعاقد.

٢- / الاستثمار :

- جميع أنواع الأصول ، وعلى وجه الخصوص دون الحصر ، ما يلي:
- ١- الأسهم أو شكل آخر من أشكال المساهمة في الشركات.
 - ٢- العائدات المعاد استثمارها والمطالبات بالأموال أو الحقوق الأخرى ذات القيمة المالية المتعلقة بالاستثمار.
 - ٣- الأموال المنقولة وغير المنقولة والحقوق الأخرى مثل الرهن العقاري وحق الامتياز ورهن المنقول وأي حقوق أخرى مماثلة وفقاً لتعريفها في قوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الذي تقع هذه الأموال في إقليمه.
 - ٤- الحقوق الصناعية وحقوق الملكية الأدبية وبراءات الاختراع والتصاميم الصناعية والعلامات التجارية والشهرة والخبرة الفنية وأي حقوق أخرى مماثلة.
 - ٥- امتيازات رجال الأعمال التي تمنح بموجب القانون أو العقد بما في ذلك الامتيازات الخاصة بالموارد الطبيعية.



- ٣ -

ب/ تنطبق المصطلحات سالفه الذكر على جميع الاستثمارات المقامة طبقاً للقوانين واللوائح النافذة في إقليم الطرف المتعاقد المقام عليه الاستثمارات وكذا في منطقته البحرية. وتعني المنطقة البحرية المياه الإقليمية والمنطقة المتاخمة التي تمتد وراء حدود المياه الإقليمية لكل من الطرفين المتعاقدين والتي يملكان عليها وفقاً للقانون الدولي ، حقوق سيادة وسلطة قضائية لأغراض التنقيب والاستغلال والحفاظ على المصادر الطبيعية. ويشمل مصطلح " الاستثمارات " جميع الاستثمارات المقامة على إقليم هذا الطرف المتعاقد قبل أو بعد دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

٣- العائدات :

الأموال الناتجة عن الاستثمار ، وتشمل على وجه الخصوص دون الحصر الأرباح والفوائد وأرباح الأسهم ، ويتمتع عائد الاستثمار في حالة إعادة استثماره بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي.

مادة (٢)

تشجيع وحماية الاستثمار

- ١- يشجع كل طرف متعاقد ، في إطار قوانينه ولوائحه النافذة ، بالاستثمار في إقليميه ومنطقتيه البحرية وممارسة النشاطات المتصلة بهذا الاستثمار لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر ، على أساس أن لا تقل أفضليته عن المعاملة التي يمنحها في الحالات المماثلة لاستثمارات مستثمريه في غير الحالات المقصورة عليهم أو مستثمري الدولة الأكثر رعاية، وذلك في إطار قوانين و أنظمة المعمول بها.
- ٢- يضمن كل من الطرفين المتعاقدين ، على إقليمه ومنطقتيه البحرية ، معاملة عادلة ومنصفة ، وفقاً لمبادئ القانون الدولي ، للاستثمارات التي يقيمها مستثمرو الطرف الآخر ، ويتعهد بأن يعمل على أن لا يعوق ممارسة الطرف الآخر لهذا الحق.

٥



-٤-

٣- مع مراعاة قوانين ولوائح الطرفين المتعاقدين المنظمة لدخول وعمل وإقامة الأجانب :

أ- يرخص لمواطني أي من الطرفين المتعاقدين بالدخول والإقامة في إقليم الطرف الآخر ومنطقته البحرية ، لغرض إنشاء أو تنمية أو إدارة أو تقديم المشورة في العمليات الاستثمارية ، والتي يكون أولئك المواطنون أو المستثمرون الذين يستخدمونهم قد ساهموا في رأس مالها أو في مواردها الأخرى.

ب- يرخص للشركات ، المؤسسة طبقاً لقوانين ولوائح أحد الطرفين المتعاقدين ، والتي تشكل استثماراً لمستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر ، بحرية تعيينها لمديرين وموظفين فنيين بصرف النظر عن جنسياتهم.

٤- لا تسري الأحكام المنصوص عليها في البنود السابقة على الامتيازات التي يمنحها أي من الطرفين لمستثمري دولة ثالثة بموجب اشتراكه في أي من الاتفاقيات التالية :

أ- الاتفاقيات المتعلقة باتحادات جمركية ، أو مناطق تجارة حرة ، أو أسواق مشتركة قائمة في الحال أو في المستقبل ، أو المنظمات الاقتصادية والإقليمية ، أو أي اتفاقيات دولية مماثلة.

ب- الاتفاقيات المتعلقة بالمسائل الضريبية.

مادة (٣)

نزع الملكية والتعويض

١- لا تخضع الاستثمارات ، سواء بطريقة مباشرة أو غير مباشرة ، لنزع الملكية أو التأميم أو لأي إجراء ذو أثر مماثل ، ما لم يكن ذلك للمنفعة العامة وبطريقة غير تمييزية ، ولقاء تعويض عاجل ومناسب وفقاً للإجراءات القانونية والمبادئ العامة المنصوص عليها في البند (٢) من هذه المادة.

8

3



- ٥ -

٢- يكون التعويض معادلاً للقيمة الاقتصادية الحقيقية للاستثمار المنزوع ملكيته أو المؤمم وقت نزع الملكية أو التأميم أو إعلانهما ، ويقدر وفقاً لوضع اقتصادي عادي وسابق على أي تهديد بنزع الملكية أو التأميم. ويدفع التعويض المستحق دون تأخير ، ويكون متمتعاً بحرية التحويل ، وينتج عن هذا التعويض ، حتى تاريخ السداد ، فوائد تحسب تبعاً لسعر الفائدة فيما بين مصارف لندن (ليبور)

٣- في حالة تعرض استثمارات أي من مستثمري الطرفين المتعاقدين لخسائر وقعت في إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو منطقتة البحرية نتيجة حرب ، أو نزاع مسلح ، أو اضطرابات مدنية أو أي أحداث أخرى مماثلة ، يمنح ذلك الطرف مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يحظى بها مستثمروه في غير المجالات المقصورة عليهم أو مستثمرو الدول الأكثر رعاية ، وذلك وفقاً للإجراءات التي يتخذها بشأن خسائر تلك الاستثمارات .

مادة (٤)

التحويلات

١- يرخص كل طرف متعاقد لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر بحرية القيام بجميع التحويلات الخاصة باستثماراته دون تأخير غير مقبول من وإلى إقليمه وتشمل هذه التحويلات :

أ- العائدات .

ب- حصيلة بيع أو تصفية كل أو بعض الاستثمارات .

ج- التعويض المنصوص عليه في المادة (٣) من هذه الاتفاقية .

د- سداد أصول القروض المتصلة بالاستثمارات وفوائدها .

هـ- مرتبات ومكافأة وغيرها من الاعتاب التي يحصل عليها مواطنو أحد الطرفين المتعاقدين نظير عملهم على إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو منطقتة البحرية في استثمار مرخص به .

و- حصيلة المبالغ الناجمة عن تسوية نزاعات الاستثمارات .

٥



-٦-

٢- تتم التحويلات بالعملة القابلة للتحويل التي تم بها الاستثمار ، أو أي عملة أخرى قابلة للتحويل يوافق عليها المستثمر بسعر الصرف الساري في تاريخ التحويل.

مادة (٥)

الحلول

- ١- إذا كانت استثمارات مستثمر أحد الطرفين المتعاقدين مؤمناً عليها ضد المخاطر غير التجارية بموجب نظام خاص ، فإن حلول المؤمن لديه الناشئ عن شروط اتفاق التأمين يكون معترفاً به من الطرف المتعاقد الآخر.
- ٢- لا يجوز للمؤمن لديه ممارسة أي حقوق أخرى غير تلك التي يحق للمستثمر ممارستها.

مادة (٦)

حدود موانع الاتفاق

- لا تقيد هذه الاتفاقية من :
- أ- أحكام القوانين والأنظمة والممارسات والإجراءات والقرارات الإدارية ، أو الأحكام القضائية لأي من الطرفين المتعاقدين.
 - ب- الالتزامات القانونية الدولية ، أو
 - ج- الالتزامات الخاصة بأي من الطرفين المتعاقدين ، بما في ذلك تلك الواردة في اتفاقية للاستثمار أو ترخيص بالاستثمار ، متى كانت تخول استثمارات أو نشاطات متصلة بمعاملة أكثر تفضيلاً من تلك التي تمنحها هذه الاتفاقية في الأوضاع المماثلة.



-٧-

مادة (٧)

الإجراءات الوقائية

- ١- لا تحول هذه الاتفاقية دون تطبيق أي من الطرفين المتعاقدين للإجراءات اللازمة للمحافظة على النظام العام والآداب ، أو القيام بالتزاماتهم بالحفاظ أو إحلال السلام والأمن الوطنيين ، أو حماية مصالحه الأمنية الأساسية.
- ٢- لا تحول هذه الاتفاقية دون اتخاذ أي من الطرفين المتعاقدين لإجراءات خاصة تتعلق بإنشاء الاستثمارات ، بشرط أن لا تخل بجوهر أي من الحقوق المنصوص عليها في هذه الاتفاقية.

مادة (٨)

الضرائب

مع مراعاة كل طرف متعاقد لتشريعاته الضريبية ، يسعى كل منهما إلى تحقيق الإنصاف والعدالة في المعاملة الضريبية لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر.

مادة (٩)

تسوية المنازعات بين أحد الطرفين المتعاقدين ومستثمري الطرف الآخر

- ١- أي منازعات قانونية تنشأ مباشرة عن استثمار بين أي من الطرفين المتعاقدين وأحد مستثمري الطرف الآخر، يتم تسويتها ودياً بين طرفيها المعنيين.
- ٢- إذا لم تتم تسوية هذه المنازعات خلال ستة أشهر من تاريخ إثارتها من أي من طرفي المنازعة ، فإنه يتم تسويتها ، بناء على طلب أي من هذين

٥



- ٨ -

الطرفين ، عن طريق المحكمة المختصة في الطرف المتعاقد المقام الاستثمار على إقليمه أو منطقته البحرية.

٣- إذا تعلق النزاع القانونية بمقدار التعويض المنصوص عليه في البند ٢ من المادة (٣) من هذه الاتفاقية ، ولم يتم تسويتها ودياً خلال ستة أشهر من تاريخ إثارتها من أي من طرفي النزاع فإنه يحق لأي منهما عرضها على هيئة تحكيم ، تشكل في كل حالة على حدة ، من ثلاثة أعضاء يعينون على النحو التالي :

خلال شهرين من طلب التحكيم يعين كل طرف عضواً في الهيئة ، خلال شهرين من تعيينهم يتفق العضوان على العضو الثالث الذي يعمل رئيساً للهيئة على أن يكون منتمياً بجنسيته لدولة ثالثة لها علاقات دبلوماسية مع الطرفين المتعاقدين ، ولا يسري هذا البند في حالة اختيار المستثمر لتسوية هذه النزاع اللجوء للمحكمة المختصة المبينة في البند ٢ من هذه المادة.

وإذا لم تتم التعيينات خلال المدد المبينة في الفقرة السابقة ، يجوز لأي من طرفي النزاع أن يطلب من الأمين العام للمركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار إجراء التعيينات اللازمة.

وتصدر الهيئة قراراتها بأغلبية الأصوات ، وتكون قراراتها نهائية وملزمة للطرفين ، ويتحمل كل طرف تكاليف العضو الخاص به في الهيئة وتكاليف تمثيله في مجريات التحكيم ، ويتقاسم الطرفان بالتساوي بينهما تكاليف رئيس الهيئة وباقي التكاليف ما لم تقرر الهيئة خلاف ذلك ، وتطبق بالنسبة لإجراءاتها قواعد تحكيم الـ (يونسترال) ، وتطبق بالنسبة لموضوع النزاع قانون الطرف المقام الاستثمار على إقليمه أو منطقته البحرية ، ويكون مكان التحكيم مقر " المحكمة الدائمة للتحكيم " بلاهاي (هولندا) .



مادة (١٠)

تسوية المنازعات بين الطرفين

- ١- يسعى الطرفان المتعاقدان بحسن نية وبروح من التعاون إلى التوصل لتسوية عاجلة وعادلة لأي منازعات تقع بينهما تتعلق بتفسير أو تطبيق أو إنهاء هذه الاتفاقية ، وفي هذا الخصوص يدخل الطرفان المتعاقدان في مفاوضات مباشرة وهادفة للتوصل إلى مثل هذه التسوية، وإذا لم يتوصل الطرفان المتعاقدان إلى اتفاق خلال ستة أشهر من تاريخ إثارة المنازعة يجوز تقديم المنازعة - بناء على طلب من أي طرف من الطرفين المتعاقدين - إلى هيئة تحكيم مكونة من ثلاثة أشخاص.
- ٢- يعين كل طرف متعاقد خلال شهرين من تسلمه الطلب، محكماً ، ويختار هذان المحكمان محكماً ثالثاً لرئاسة الهيئة يكون منتمياً بجنسيته لدولة ثالثة، وفي حالة فشل أي من الطرفين المتعاقدين في تعيين محكمة خلال هذه المدة ، يجوز للطرف المتعاقد الآخر أن يطلب من رئيس محكمة العدل الدولية تعيين محكم.
- ٣- إذا لم يتوصل المحكمان إلى اختيار رئيس خلال شهرين من تعيينهما يعين الرئيس - بناء على طلب أي طرف من الطرفين المتعاقدين - من قبل رئيس محكمة العدل الدولية
- ٤- إذا تعذر على رئيس محكمة العدل الدولية أداء المهمة المنصوص عليها في الحالات المبينة في البندين (٢) ، (٣) من هذه المادة، أو إذا كان رئيس محكمة العدل الدولية من مواطني أحد الطرفين المتعاقدين، فإن قرار التعيين يتخذ من قبل نائب رئيس محكمة العدل الدولية، وإذا كان هناك موانع تحول دون أداء نائب الرئيس لهذه المهمة أو كان من مواطني أحد الطرفين المتعاقدين، فإن قرار التعيين يتخذ من قبل عضو المحكمة الذي يليه في المرتبة على أن لا يكون من مواطني أحد الطرفين المتعاقدين.



- ١٠ -

٥- تصدر هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الأصوات، وتكون قراراتها نهائية وواجبة التنفيذ بالنسبة للطرفين المتعاقدين. وتطبق المحكمة بالنسبة لإجراءاتها قواعد تحكيم الـ (يونسترال)، وتطبق بالنسبة لموضوع الخلاف أحكام هذه الاتفاقية، وما تقتضيه من أحكام القانون الدولي، ويكون مكان التحكيم لاهاي

(هولندا) أو استوكهولم (السويد) .

٦- تقدم جميع الطلبات وتستكمل جميع جلسات الاستماع خلال ثمانية أشهر من تاريخ اختيار المحكم الثالث ما لم يتفق على خلاف ذلك، وتصدر الهيئة قرارها خلال شهرين من تاريخ تقديم الطلبات النهائية أو تاريخ إغلاق جلسات الاستماع أيهما يكون لاحقاً للآخر.

٧- يتحمل الطرفان المتعاقدان بينهما بالتساوي المصاريف الخاصة بالرئيس والمحكمين الآخرين وتكاليف الإجراءات الأخرى، ومع ذلك يجوز للهيئة أن تقرر تحميل أحد الطرفين المتعاقدين بنسبة أكبر من التكاليف.

٨- لا يجوز تقديم منازعة إلى هيئة تحكيم وفقاً لأحكام هذه المادة، إذا كانت ذات المنازعة قد قدمت إلى هيئة تحكيم أخرى بموجب أحكام المادة (٩) وما زالت منظورة أمام تلك الهيئة. و ذلك لن يؤثر على الدخول في مفاوضات مباشرة وهادفة بين الطرفين المتعاقدين.

مادة (١١)

نفاذ الاتفاقية

١- يعمل بهذه الاتفاقية من تاريخ تبادل وثائق التصديق عليها بالطرق الدبلوماسية، وتظل سارية المفعول لمدة عشر سنوات، وتجدد لمدة غير محدودة ما لم تنهى وفقاً للبند (٢) من هذه المادة، وتسري على الاستثمارات القائمة وقت دخولها حيز التنفيذ وتلك التي تقام فيما بعد.

١٥

١٥



- ١١ -

- ٢- لا يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين إنهاء هذه الاتفاقية في نهاية مدة العشر سنوات أو في أي وقت لاحق إلا بإخطار كتابي يوجه للطرف المتعاقد الآخر برغبته في الإنهاء قبل سنة منه.
- ٣- يجوز تعديل هذه الاتفاقية باتفاق الطرفين المتعاقدين كتابة، ويعمل بهذا التعديل من تاريخ إخطار أحد الطرفين المتعاقدين للطرف الآخر بإكماله لجميع المتطلبات الخاصة بدخول ذلك التعديل إلى حيز التنفيذ.
- ٤- عند انتهاء مدة نفاذ هذه الاتفاقية تستمر الاستثمارات الخاضعة لأحكامها التي أقيمت قبل تاريخ الانتهاء بالتمتع بالحماية المقررة بموجب هذه الأحكام لمدة إضافية قدرها عشر سنوات من تاريخ انتهائها.

حررت هذه الاتفاقية من نسختين أصليتين في مدينة باماكو بتاريخ
١٨ / ٥ / ٢٠٠٢ م، باللغتين الفرنسية والعربية لكل منهما ذات الحجية.

عن حكومة دولة قطر

عن حكومة جمهورية مالي